

## "Nouvelle épreuve de vérité pour la CEE" dans Handelsblatt (30 novembre 1967)

**Légende:** Le 30 novembre 1967, le journal allemand Handelsblatt critique la position de la France qui s'oppose à l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE).

**Source:** Handelsblatt. Deutsche Wirtschaftszeitung. 30.11.1967. Düsseldorf: Verlagsgruppe Handelsblatt GmbH. "Neue Zerreißprobe für die EWG", auteur:Herchenröder, Karl-Heinrich.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/nouvelle\\_epreuve\\_de\\_verite\\_pour\\_la\\_cee\\_dans\\_handelsblatt\\_30\\_novembre\\_1967-fr-d8fee29e-deb7-4fc7-bfcb-ddde52b6b803.html](http://www.cvce.eu/obj/nouvelle_epreuve_de_verite_pour_la_cee_dans_handelsblatt_30_novembre_1967-fr-d8fee29e-deb7-4fc7-bfcb-ddde52b6b803.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Nouvelle épreuve de vérité pour la CEE

par Karl Heinrich Herchenröder

Le refus sec que le général de Gaulle a opposé au souhait anglais d'adhérer rapidement à la CEE n'est pas surprenant. Tous ceux qui ont observé la politique du président français un peu plus attentivement ces derniers temps devaient s'attendre à ce nouveau veto définitif, y compris le gouvernement fédéral à Bonn. Il ne peut essayer plus longtemps de louvoyer entre Paris et Londres sur la question de l'adhésion britannique. Le temps des apaisements et des illusions sur une éventuelle attitude conciliante du général à l'Élysée est révolu. À présent, il faut annoncer la couleur.

Ce n'est certainement pas facile pour le chancelier fédéral Kiesinger et son gouvernement, car la République fédérale et ses quatre autres partenaires de la CEE, qui continuent à souhaiter un élargissement de la Communauté européenne avec l'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, sont confrontés à un dilemme. Celui-ci est de taille, en particulier, pour la République fédérale d'Allemagne, car pour elle, ce sont non seulement l'existence et le développement de la CEE qui sont en jeu, mais aussi le traité d'amitié franco-allemand, qui nous a d'ailleurs apporté plus de soucis que de joies en raison de son interprétation à sens unique par Paris.

Mais comment sortir du dilemme dans lequel le général a plongé la CEE et ses partenaires de la Communauté, par sa politique d'obstruction et son leadership prononcé désormais évident en Europe? Il n'y a guère d'alternative: dans l'intérêt des Anglais et pour parvenir à l'objectif d'une plus grande communauté, que nous ne devrions de toute façon pas perdre de vue, on ne peut pas se permettre d'en arriver à la rupture avec M. de Gaulle et à la division de la CEE. Il ne nous restera plus qu'à serrer les dents, à reporter les négociations d'adhésion avec l'Angleterre et à veiller avant tout à surmonter la nouvelle crise provoquée par le général dans la collaboration des Six. Mais cela ne doit pas signifier qu'on laisse les Français dans le flou quant à l'opinion de ses partenaires de la CEE sur la politique périlleuse du général, qui correspond si peu au rôle que l'Europe pourrait tenir dans la constellation des puissances mondiales après un élargissement de la Communauté.

M. de Gaulle doit savoir qu'il s'isole encore davantage par son entêtement et les illusions qu'il se fait sur le rôle de la France en Europe et dans le monde. On ne peut qu'espérer que les milieux raisonnables de la population française – qui reconnaissent les avantages d'une collaboration plus étroite, incluant les pays libres d'Europe n'appartenant pas encore à la CEE – ne seront pas non plus avares de critiques à l'égard du comportement de leur président. Il en faudrait plus pour impressionner le général, tel qu'on le connaît, mais cela aura au moins l'avantage de lui ouvrir les yeux sur la faiblesse du nombre de partisans sur lesquels il peut compter en Europe.

Le veto brutal de M. de Gaulle a évidemment mis le gouvernement Wilson dans une situation particulièrement précaire, notamment parce que M. Wilson et son ministre des Affaires étrangères, M. Brown, bien qu'ils eussent dû le savoir, ont énormément restreint leur mobilité dans la politique européenne en s'obstinant à demander à la CEE leur rapide adhésion. Même les Anglais n'avanceront pas s'ils s'entêtent dans leur demande d'adhésion, à l'instar de Wilson. Maintenant qu'il est clair que la voie de l'adhésion à part entière à la CEE leur restera fermée tant que le général de Gaulle dirigera la France, ils doivent réfléchir à une nouvelle tactique plus souple. Il ne leur restera plus qu'à saisir au bond la balle que M. de Gaulle leur lance en évoquant la possibilité d'une association de la Grande-Bretagne à la CEE. Pour un pays toujours aussi important que la Grande-Bretagne, il est certainement difficile d'opérer un revirement à ce stade et de devoir poursuivre un objectif beaucoup plus modeste en Europe. Mais le gouvernement britannique sera à même d'avaler cette pilule. Il devrait prendre le général au mot. Ce sera la seule manière de vérifier si de Gaulle, en évoquant une éventuelle association, imaginait plus qu'un accord commercial particulier entre la CEE et la Grande-Bretagne. Le terme association est très équivoque. L'association peut osciller entre un accord sans substance et presque une adhésion. Pourquoi ne devrait-on pas tenter une approche par étape, comme le Parlement européen le propose également?